

INSTRUCTION N° 63-132 - M 0
du 30 Septembre 1963

CLASSEMENT
M 0

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	du
n°	du
n°	du
n°	du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

HOPITAUX ET HOSPICES PUBLICS

GESTION DE MAISONS DE RETRAITE PAR LES BUREAUX D'AIDE SOCIALE

DOCUMENTS A ANNOTER

Néant.

L'examen des rapports dressés par les Trésoriers-Payeurs Généraux conformément à la note de service n° 60-66-M 0 du 25 février 1960, prise pour l'application de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 58-1198 du 11 décembre 1958 portant réforme hospitalière, a permis de constater qu'un certain nombre de maisons de retraite étaient gérées par des bureaux d'aide sociale.

Or, le Conseil d'Etat (section sociale), dans un avis en date du 6 septembre 1960 (n° 280523), a indiqué que les bureaux d'aide sociale ne pouvaient pas, légalement, gérer des maisons de retraite : d'une part, en effet, la vocation de ces établissements publics locaux, dominée par le principe de la spécialité, et définie par le règlement d'administration publique n° 54-611 du 11 juin 1954, ne s'étendait pas à cette activité ; d'autre part, les maisons de retraite publiques se trouvent, *sans exception* et obligatoirement, soumises au statut fixé à l'article L 678 du Code de la Santé publique modifié par l'ordonnance précitée n° 58-1198 du 11 décembre 1958.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
51

RGS	PGS	TPG	DOM	TGP	RF	P
-----	-----	-----	-----	-----	----	---

INSTRUCTION
N° 63-132 - M 0
du
30 sept. 1963.

Dans cette situation, pour permettre aux bureaux d'aide sociale de poursuivre leur action en faveur des personnes âgées tout en assurant l'application générale des dispositions propres aux établissements hospitaliers publics, il était nécessaire d'aménager les textes existants.

Tel est l'objet des deux décrets du 16 mars 1963, et d'une circulaire en date du 9 mai 1963, prise par le Ministère de la Santé publique, pour leur application.

- 1° Le décret n° 63-276 du 16 mars 1963 (cf. Instruction n° 63-76 - M 0 du 4 juin 1963) complète le décret n° 54-611 du 11 juin 1954, en ajoutant aux attributions des bureaux d'aide sociale : « la création et la gestion de services d'aides ménagères et de soins à domicile, de centres d'activités culturelles et manuelles, la création et la gestion de logements, de logements-foyers, ainsi que la contribution à la création de maisons de retraite ».
- 2° Le décret n° 63-277 également du 16 mars 1963 (cf. Instruction n° 63-76 - M 0 du 4 juin 1963), par le jeu d'une disposition insérée à l'article 13 du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics (cf. Recueil M 0) permet aux bureaux d'aide sociale d'assurer la gestion des maisons de retraite créées avec leur concours. Lors de l'érection de la maison de retraite en établissement public, le décret en Conseil d'Etat pourra, en effet, désigner la Commission Administration du Bureau d'Aide sociale comme commission administrative de la maison de retraite.
Enfin, à la demande de l'Union nationale des Bureaux d'Aide sociale, une dérogation aux dispositions du décret n° 60-805 du 20 août 1960 (cf. Instruction n° 60-137 - M 0 du 27 août 1960), relatif à la nomination et à l'avancement du personnel de direction des hôpitaux et hospices publics, a été prévue pour le recrutement des directeurs et des directeurs-économistes.
- 3° La circulaire du 9 mai 1963 (annexe) n'appelle pas de commentaires particuliers ; les comptables sont invités à porter spécialement leur attention sur le paragraphe « c » relatif au fonctionnement de la Commission administrative des maisons de retraite lorsqu'elle est constituée par celle du bureau d'aide sociale, et aux dispositions financières applicables en l'espèce.

Le Directeur de la Comptabilité publique,

MARTIAL-SIMON.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POPULATION
ET DE L'ACTION SOCIALE

SOUS-DIRECTION DE L'AIDE SOCIALE
ET DE L'ENFANCE

5^e bureau. — Section B.

ANNEXE

INSTRUCTION
N° 63-132 - M 0
du
30 sept. 1963.

533, 543 b 236 a
Non parue J. O.
6.750 (63-21)

CIRCULAIRE DU 9 MAI 1963

**relative à l'action des bureaux d'aide sociale à l'égard des personnes âgées
notamment en matière de maisons de retraite.**

(Application des décrets n° 63-276 et 63-277 du 16 mars 1963.)

(Non parue au *Journal officiel*.)

Paris, le 9 mai 1963.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION

à

MESSIEURS LES PRÉFETS,
MESSIEURS LES DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX DE LA POPULATION ET
DE L'ACTION SOCIALE (pour exécution),
MESSIEURS LES DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX DE LA SANTÉ (pour
information).

1. — ACTION SOCIALE DES BUREAUX D'AIDE SOCIALE A L'ÉGARD DES PERSONNES AGÉES

Le décret n° 63-276 du 16 mars 1963 (*J. O.* du 21 mars) complète le décret n° 54-611 du 11 juin 1954 en ce qui concerne l'action que les bureaux d'aide sociale peuvent entreprendre à l'égard des personnes âgées, selon les principes définis par ma circulaire du 18 janvier 1960 (*J. O.* du 31 janvier 1960).

Ce texte souligne notamment leur compétence à créer, outre les restaurants d'entraide, les services qui sont destinés à maintenir les personnes âgées dans leur milieu habituel : logements adaptés, logements-foyers ou « résidences » pour personnes âgées, centres d'activités culturelles et manuelles, services ménagers ou de soins à domicile. En ce qui concerne, d'une part, la conception des logements-foyers et, d'autre part, l'organisation des services d'aide ménagère, vous voudrez bien vous reporter à mes circulaires des 25 avril et 15 mai 1962.

**2. — LA PARTICIPATION DES BUREAUX D'AIDE SOCIALE
AU SERVICE DE L'HOSPITALISATION A DOMICILE FERA L'OBJET D'INSTRUCTIONS ULTÉRIEURES**

3. — COORDINATION

Je rappelle à votre attention que la mise en place de ces services doit se poursuivre de façon coordonnée pour doter le pays d'un équipement nécessaire et suffisant.

Le rôle que devrait jouer l'institution communale d'entraide qu'est le bureau d'aide sociale, en matière de coordination sociale (cf. ma circulaire du 15 mai 1962, § 29) est particulièrement important.

Il vous appartient en conséquence d'inviter les bureaux d'aide sociale de votre département à concevoir leur activité en fonction, non plus seulement de la catégorie des assistés mais de l'ensemble de la population âgée dont la situation requiert l'intervention de la collectivité. Ceci implique, pour beaucoup d'entre eux, un changement dans leurs méthodes et leurs attitudes, auquel j'attache le plus grand intérêt.

4. — MAISONS DE RETRAITE

L'article L. 678 du Code de la Santé publique, modifié par l'ordonnance n° 58-1198 du 11 décembre 1958, ayant imposé à toute maison de retraite fonctionnant comme un service non personnalisé d'une collectivité publique, l'obligation d'être érigée en établissement public ou rattachée à un établissement public déjà existant, ce dernier étant, de l'avis même du Conseil d'Etat, un établissement hospitalier visé à ce même article et soumis aux dispositions du chapitre I^{er} du titre VII dudit code, il apparaissait, par voie de conséquence, que les bureaux d'aide sociale n'étaient plus légalement habilités à créer et à gérer directement des maisons de retraite, leurs moyens d'action étant limités par l'article 4 du décret n° 54-611 du 11 juin 1954 pris en application de l'article 137 du Code de la Famille et de l'Aide sociale.

Le droit, pour les bureaux d'aide sociale, de contribuer à la création des maisons de retraite leur est désormais reconnu par le décret n° 63-276, leur contribution consistant dans un apport matériel propre soit financier, soit immobilier. En pareil cas, d'autre part, le décret n° 63-277 du 16 mars dernier disposant que la commission administrative de l'établissement sera désignée par décret en Conseil d'Etat, le décret de création de la maison de retraite ou d'érection en établissement public d'une maison de retraite existante mais non dotée de la personnalité morale pourra désigner la commission administrative du bureau d'aide sociale comme commission administrative de la maison de retraite, ce qui, dans cette éventualité, reviendra pratiquement à faire assurer la gestion de ladite maison par le bureau d'aide sociale.

Il a paru opportun que ces établissements soient soumis à la réglementation hospitalière pour éviter une situation concurrentielle et une disparité de statut entre deux catégories d'établissements publics assurant l'hébergement des personnes âgées.

Toutefois, les conditions particulières des réalisations des bureaux d'aide sociale, correspondant à des besoins très localisés, permettent de répondre d'ores et déjà aux recommandations de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse en ce qui concerne la capacité des maisons de retraite. Un arrêté fixera prochainement leur effectif maximum, compte tenu des nécessités qu'imposent le maintien d'un caractère familial et la recherche de la rentabilité, ce qui n'exclura pas les réalisations de moindre envergure qui trouveraient leur équilibre financier sans mettre en cause les buts mêmes de l'établissement. En outre, les exigences qu'implique le respect de l'individu entraînent, pour toute création nouvelle, la répartition des lits en chambres individuelles ou de ménages. Celles-ci pouvant éventuellement être utilisées pour deux personnes de même sexe qui le souhaiteraient.

5. — LES CONSÉQUENCES DE CES TEXTES SONT LES SUIVANTES EN CE QUI CONCERNE :

a) Les maisons de retraite actuellement gérées par les bureaux d'aide sociale :

Il convient de régulariser leur situation au regard des dispositions du 4^e alinéa de l'article L. 678 du Code de la Santé publique pour leur

érection en établissement public. A cette fin un dossier devra être constitué conformément aux instructions de la circulaire en date du 5 février 1959, émanant du 13^e bureau de la Direction générale de la Santé publique.

INSTRUCTION
N° 63-132 - M 0
du
30 sept. 1963.

Deux cas peuvent se présenter :

1° Le bureau d'aide sociale demande l'application pure et simple de l'alinéa premier de l'article 13 du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958. Dans ce cas, le dossier sera transmis comme habituellement à la Direction générale de la Santé publique, 11^e bureau, la Direction générale de la Population et de l'Action sociale en étant tenue informée ;

2° Le bureau d'aide sociale intéressé désire bénéficier des nouvelles mesures du décret n° 63-277. Le dossier devra comporter, outre la délibération de cet organisme demandant que la commission administrative de la maison de retraite soit constituée par la commission administrative du bureau d'aide sociale, la délibération du conseil municipal de la commune appelé à donner son avis. Ce dossier sera transmis à la Direction générale de la Population et de l'Action sociale, 5^e bureau, section B, dont ces établissements continuent à relever ;

b) La création de nouvelles maisons de retraite :

Les bureaux d'aide sociale peuvent contribuer avec leurs ressources, ou leur patrimoine, à la création de nouveaux établissements, soit directement en étant eux-mêmes les maîtres d'œuvre, l'immeuble étant ensuite affecté à la maison de retraite, soit indirectement, en faisant apport de leurs biens à toute personne morale publique ayant vocation pour en poursuivre la réalisation.

Ils peuvent également subventionner des institutions privées poursuivant la réalisation de maisons de retraite privées, n'entrant pas dans le cadre de l'article L. 678 du Code de la Santé publique.

Dans la première hypothèse, le dossier de demande de création de la maison de retraite sera constitué conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 60-940 du 5 septembre 1960 (l'arrêté du 13 août 1943 demeurant provisoirement applicable). Il sera complété comme il est prévu ci-dessus, paragraphe a 2 :

- par la délibération de la commission administrative du bureau d'aide sociale relative à la constitution de la commission administrative de la maison de retraite, et qui devra prévoir la cession des immeubles au futur établissement public ;
- par la délibération du conseil municipal. Il sera transmis à ma Direction générale de la Population et de l'Action sociale, 5^e bureau, section B, comme éventuellement toute demande d'inscription au plan d'équipement social ;

c) Le fonctionnement de la commission administrative des maisons de retraite lorsqu'elle est constituée par celle du bureau d'aide sociale ;

Les règles générales relatives au fonctionnement des commissions administratives des bureaux d'aide sociale demeureront applicables ; par contre, les attributions de la commission administrative de la maison de retraite et la tutelle qui doit s'exercer sur ses délibérations seront celles fixées par les articles 22, 23, 24 du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958. L'article 21 de ce texte sera également à appliquer de même que les dispositions financières prévues au chapitre V.

Ces dispositions financières ont trait au mode de fixation des prix de journée, à leur révision en cours d'exercice, à la comptabilité des hôpitaux ou hospices publics et au recouvrement des recettes.

Il est rappelé que, compte tenu de ces dispositions et hormis certaines règles particulières, la comptabilité des communes s'applique traditionnellement aux hôpitaux et hospices publics en ce qui concerne :

- la séparation des fonctions d'ordonnateur et de comptable ;
- la mise en recouvrement et la perception des recettes ;
- l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses ;
- la détermination et la mise en jeu de la responsabilité des comptables ;
- l'apurement des comptes par la juridiction financière ;
- la surveillance et la responsabilité des receveurs des finances.

L'instruction interministérielle M 21 (Finances, Santé publique) sur la comptabilité des hôpitaux et hospices publics (appliqués au 1^{er} janvier 1961), et principalement les dispositions du titre IX sur la comptabilité des établissements de moins de 100 lits, doit être appliquée aux maisons de retraite de l'espèce ;

d) Le personnel de ces établissements :

Il relève des dispositions générales du livre IX du Code de la Santé publique et des textes subséquents.

Seule est prévue une dérogation aux dispositions du décret n° 60-905 du 2 août 1960 en ce qui concerne les directeurs et les directeurs économes de ces établissements. Des instructions vous seront adressées après la publication de l'arrêté envisagé par l'article 2 du décret n° 63-277 du 16 mars 1963.

J'attacherai du prix à ce que vous m'informiez dès à présent, sans attendre la demande d'érection en établissement public, de la situation du personnel actuellement en place : pour chaque établissement, je souhaiterai connaître, outre l'effectif des personnes hébergées, le nombre des agents et, pour chacun d'eux, leurs fonctions, les modalités de leur recrutement, leurs titres et qualifications, leur âge, leur ancienneté et leur rémunération.

*
* *

Les présentes instructions valent réponse de principe aux demandes de renseignements relatives à des établissements existants qui m'ont été adressées antérieurement.

En ce qui concerne les créations nouvelles, les textes nouveaux répondent à des considérations d'ordre administratif et de bonne gestion en sauvegardant les prérogatives des B.A.S. telles qu'elles existaient avant l'ordonnance de 1958, mais ils ne permettent leur intervention qui si elle est justifiée par l'utilisation de leurs biens ou de leurs ressources propres.

En revanche, leur initiative trouve pleinement à s'exercer dans les activités citées par le décret du 16 mars 1963 et rappelées au paragraphe 1 de la présente circulaire.

Le Ministre,

R. MARCELLIN.